

Unité Inter-départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 13 janvier 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **AMF QSE (ex GINGER)**

ZID des Portes de l'Anjou  
47 allée de l'Europe  
49430 DURTAL

Références : 2022-744\_INSP\_AMF QSE (ex GINGER) – Durtal\_RAP  
Code AIOT : 0006304957

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/12/2022 dans l'établissement AMF QSE (ex GINGER) implanté ZID des Portes de l'Anjou 47 allée de l'Europe 49430 DURTAL. L'inspection a été annoncée le 21/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a procédé à une visite du site de Durtal le 20 décembre 2022. Lors de cette visite, il a été vérifié le respect des nouvelles dispositions "post-Lubrizol" applicables de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié applicables aux entrepôts couverts qui portent sur l'état des stocks.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMF QSE (ex GINGER)
- ZID des Portes de l'Anjou 47 allée de l'Europe 49430 DURTAL
- Code AIOT : 0006304957
- Régime : Autorisation bascule en Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société SCI LogistiParc 1 a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation D3-2007 n°484 du 21 août 2007 à exploiter une plate-forme logistique de 231 580 m<sup>2</sup>, située en zone d'activités ActiParc des Portes de l'Anjou à Durtal. Depuis la délivrance de l'autorisation en 2007, un récépissé de transfert d'exploitation a été délivré le 24/08/2018 à la société AMF QSE.

Les produits qui ont été autorisés dans les cellules de stockage sont des produits combustibles divers (textiles, électroménager, produits alimentaires, mobilier, etc.) et des produits dangereux (aérosols et liquides inflammables). La plate-forme logistique est constituée de 4 cellules de stockage de matières combustibles, d'une surface de 6000 m<sup>2</sup> chacune, et deux cellules particulières dédiées exclusivement au stockage de produits dangereux (liquides inflammables et aérosols inflammables), d'une surface de 375 m<sup>2</sup> chacune. L'enjeu principal pour cet établissement est le risque incendie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- bénéfice des droits acquis
- état des stocks (réf. Point 1.4 Annexe II de l'AM 11/04/2017 rendue applicable par Annexe IV point I)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. **Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bénéfice des droits acquis	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 - 1614 du 9/12/2015)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 Annexe II	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite d'inspection du 20 décembre 2022, l'inspection des installations classées n'a pas constaté d'écarts réglementaires avec les nouvelles dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatives à l'état des stocks.

Il a été constaté **que** l'exploitation des cellules de stockage est réalisée par les sociétés GEODIS et LIMAGRAIN EUROPE (locataires de la plate-forme logistique). Les produits stockés sur le site sont exclusivement des matières combustibles classées au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bénéfice des droits acquis

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.513-1 point I (décret N°2015 -1614 du 9/12/2015)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Droits acquis
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du « déclarant » ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p> <p>Article L.513-1 alinéa 1 : les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant « l'entrée en vigueur » du décret.</p> <p><b>Constats :</b> Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées est entré en vigueur au 1er janvier 2021. Ce décret n°2020-1169 a modifié le libellé de la rubrique 1510 et celui des rubriques 1511, 1530, 1532, 2662, et 2663 afin que toutes les installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de tout type de matières ou produits combustibles soient classées au titre de la rubrique 1510, hormis quelques exceptions prévues dans son libellé. De plus, le décret a relevé le seuil du régime de l'autorisation au profit de l'enregistrement.</p> <p>Par ailleurs, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a été totalement refondue avec la création des rubriques 4000 et la suppression de 60 rubriques 1000. Cette modification a été introduite par le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 pour mettre en cohérence la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) avec la classification des substances et mélanges dangereux introduites par le règlement européen « CLP » ou « Classification, Labelling, Packaging » (règlement sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges).</p> <p>Par courrier en date du 20 décembre 2021 et complété le 21 décembre 2022, l'exploitant a transmis une mise à jour du classement des activités du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur. Selon les informations données par l'exploitant, le classement évolue de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>_ rubrique 1510 : volume inchangé mais régime de classement modifié (autorisation bascule enregistrement),</li><li>_ les autres stockages de matières combustibles visées ou classées précédemment au titre des rubriques 1530, 2662, 2663-1 et 2663-2 sont désormais classés au titre de la rubrique 1510.</li><li>_ les stockages de matières dangereuses sont classés au titre des rubrique 4XXX de la façon suivante :<ul style="list-style-type: none"><li>• rubrique 4320-2 (aérosols inflammables contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2- déclaration - 104,8 t)- Régime D</li><li>• rubrique 4321 (aérosols inflammables ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2- non classé - 104,8 t)</li><li>• rubrique 4331 (Liquide inflammables catégorie 2 ou 3- enregistrement -570 t)- régime E</li><li>• rubrique 1436 (Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93 °C- déclaration- 570 t)- régime DC</li></ul></li></ul>

<p>=&gt; Les éléments fournis sont en cours d'instruction. Toutefois, il convient que l'exploitant explique les quantités déclarées pour les rubriques 4320, 4321, 4331 et 1436. Il est rappelé qu'initialement la quantité déclarée était de 49 tonnes sous la rubrique 1412 (gaz inflammables liquéfiés) et de 570 m<sup>3</sup> sous la rubrique 1432 (liquides inflammables).</p> <p>Il y aura lieu d'actualiser le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21/08/2007. Cette mise à jour sera proposée ultérieurement.</p>
<p><b>Observations :</b> Selon le guide entrepôt (version 2021), les installations existantes 1510 avec un régime modifié dont la demande d'autorisation a été présentée entre le 1er juillet 2003 au 16 avril 2010 sont réglementées par les dispositions de l'annexe IV point II dans sa version en vigueur au 31/12/2020, complétées par celles de l'annexe VII point I et de l'annexe VIII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article point 1.4 Annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, à minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.  =>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. <b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection du 20 décembre 2022, l'exploitant a exposé sa démarche engagée au niveau national pour répondre aux exigences réglementaires post-lubrizol.  L'exploitant dispose d'un outil informatique permettant de visualiser : _ un état des stocks simplifié (rubrique ICPE, libellé des rubriques, masse en tonne, volume en m3, quantité autorisée, ratio quantité réelle/ quantité autorisée). _ un état des stocks complet par cellules ou zones de stockage intérieur ou extérieur (rubrique ICPE, libellé des rubriques, nature des substances, matières ou déchets, mention de dangers ou typologie de produits, masse en tonne, volume en m3) _ un état du calcul SEVESO 3.  Il ressort de l'examen de l'état des stocks du 20/12/2022 du site de Durtal, les informations suivantes : _ la société LIMAGRAIN EUROPE, stocke dans trois cellules (cellules 1 , 3 et 4) des produits de semences (produits finis, produits calibrés et matières premières) pour son usine de Saint-Mathurin-sur-Loire,

- \_ la société LIMAGRAIN EUROPE stocke dans la sous-cellule de la cellule 1 des produits phytosanitaires classés sous la rubrique 1510 (matières combustibles solides ou liquides),
- \_ la société GEODIS stocke dans une cellule (cellule 2) des produits d'emballages vides pour plusieurs clients et des papiers publicitaires,
- \_ les quantités de matières combustibles présentes sont inférieures aux quantités autorisées,
- \_ aucune matière dangereuse classée sous les rubriques 4XXX n'est présente sur le site (pas d'aérosols inflammables, pas de liquides inflammables,...),
- \_ le site n'est pas concerné par un classement SEVESO.

Il a été noté que l'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan de répartition des rubriques dans les zones de stockage.

Les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, sont accessibles et tenues en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Au cours de la visite sur site, il a été vérifié par un contrôle par sondage la typologie de certains produits stockés (produits "Nurseed HC" sans pictogrammes de danger, "AGRHO S BOOT ELX" et "LTS M04 Rouge" - produits phytosanitaires avec pictogrammes de danger respectivement nocif/corrosif et nocif-). Les fiches de sécurité des produits phytosanitaires des produits "AGRHO S BOOT ELX" et "LTS M04 Rouge" ont bien été présentées par l'exploitant. Ces produits ne présentent pas de mention de dangers qui induit un classement en rubrique 4XXX selon les FDS.

**Observations :** Le plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état des stocks ne mentionne pas les zones de stockage des déchets.

La fiche de données de sécurité du produits "LTS M04 rouge" (mise à jour du 3/02/2015) indique " pictogramme de danger: néant" ce qui n'apparaît pas cohérent avec l'étiquetage sur les containers présents sur le site (pictogramme nocif).

=> Il convient que l'exploitant prenne les mesures correctives pour y remédier

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet